



Pour l'avenir de la DGFIP et de la Fonction Publique, Pour nos salaires et nos emplois, Pour la justice sociale,

Le Comité Technique de Réseau (CTR) du 18 juin et nombre de groupes de travail (GT) programmés ne laissent aucun doute quant à la reprise des chantiers de démantèlement de la DGFIP.

Il s'agit d'une attaque généralisée sur toutes nos missions et nos structures. À cet effet une direction de projet «Nouveau réseau de proximité» a été spécialement créée à la DGFIP.

Des fermetures supplémentaires de centaines de structures sont d'ores et déjà programmées dès septembre (fusions, disparitions...).

Le paiement des impôts chez les buralistes a été généralisé cet été, c'est la privatisation d'une mission publique. C'est l'externalisation vers le privé du recouvrement du budget de l'État, la fin de la discrétion professionnelle et de l'étude personnalisée des dossiers pour difficultés de paiement.

Manque de personnels, restructurations incessantes, missions d'accueil sous dimensionnées ou « industrialisées », services de pleine compétence fragilisés ou supprimés, attaques en règle contre la séparation ordonnateur-comptable ou le contrôle fiscal, etc... la crise sanitaire a aggravé une situation déjà inacceptable.

Aujourd'hui chaque agent est menacé à court ou moyen terme, quelles que soient ses fonctions et son lieu de travail. Ce gouvernement et la DG veulent faire le tri entre missions retenues comme « prioritaires » et celles dont elle veut se délester. Et ce sont les agents et la qualité de notre service public qui vont trinquer. Pour la CGT, toutes nos missions sont essentielles !

Une DGFIP répondant aux besoins de la société des agents passe notamment par l'arrêt des suppressions d'emplois et des embauches statutaires, l'abrogation de la loi de transformation publique, l'abandon des réformes visant à externaliser et limiter nos missions, dont le nouveau réseau de proximité et ses restructurations attenantes, la

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

valorisation de nos carrières et de nos qualifications, l'augmentation de la valeur du point d'indice et l'abandon de la rémunération au mérite.

Mais la priorité de ce gouvernement est de poursuivre ses réformes anti-sociales, quitte à temporiser certaines d'entre elles (sans les abandonner) pour pouvoir en accélérer d'autres. À la DGFiP le démantèlement à repris de plus belle !

Le gouvernement refuse d'augmenter la valeur du point d'indice, le SMIC et des minima sociaux. Par contre ce sont plus de 450 milliards d'euros d'aides qui ont été octroyées au patronat sans contrepartie ni contrôle. Des entreprises qui distribuent des profits à ses actionnaires tout en licenciant à tour de bras.

Il est donc urgent de changer de cap, pour renforcer les services publics, notre système de protection sociale, nos retraites, le droit du travail, notre statut Fonction Publique, pour revaloriser les salaires, baisser le temps de travail à 32h et investir dans les secteurs socialement et écologiquement utiles.

Financer une telle action publique est possible notamment par une réforme fiscale plus juste au bénéfice du travail plutôt que du capital. Pour la mettre en œuvre il faut des agents des finances publiques en nombre, formés, dont les qualifications sont reconnues, au sein de structures efficaces.

Face à l'obstination du gouvernement, mobilisons-nous massivement pour le contraindre à d'autres choix !

Toutes et tous en grève et en manifestations le 17 septembre (avec nos masques) !

fichiers:



[Télécharger 17_sept_24_08_2020_appel.pdf](#) (1.06 Mo)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttes 2020](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
